



VOL. II.—No. 22.

MONTREAL, JEUDI, 1ER JUIN, 1871.

ABONNEMENT, \$3.00.
PAR NUMERO, 7 CENTIMS.

LA NECESSITE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ASSOCIATION.

La nécessité de l'industrie! Hâtons-nous de dire que nous n'aurons pas la naïveté de démontrer une pareille vérité et de supposer qu'on peut la contester; c'est comme si nous entreprenions de prouver la nécessité pour l'homme de cultiver la terre. Mais il est bon de dire en passant les circonstances particulières qui doivent engager le Bas-Canada à comprendre cette vérité.

Il n'y a qu'une voix, d'un bout du pays à l'autre, pour proclamer qu'il faut une réaction dans la situation matérielle du Bas-Canada. Le découragement s'empare de toutes les âmes, et nous tombons rapidement dans l'apathie des races orientales. A la vue du progrès et de l'activité des populations qui nous entourent, nous avons honte de notre pauvreté et de notre infériorité et nous voulons savoir quelle en est la cause.

La cause? Elle est bien simple. L'agriculture ne peut suffire, dans ce pays, à nos besoins et à notre merveilleuse propagation. Tant que la population n'a pas été trop considérable et qu'elle a trouvé, dans les produits de la terre et de nos forêts, des moyens abondants de subsistance, les choses n'allaient pas trop mal. On vivait gaiement, sans crainte et sans souci, oubliant que la terre et les forêts finissent par s'épuiser.

Pendant longtemps on paya la plus grande partie de nos importations avec notre blé, qui trouvait en Angleterre un marché avantageux. Un jour, l'abolition de la loi des céréales nous ferma ce marché; d'ailleurs, le blé commençait à manquer. On aurait dû ouvrir les yeux et arrêter le Bas-Canada sur la pente de la décadence, par des mesures énergiques pour promouvoir l'industrie nationale. Mais non, on se jeta sur l'orge, de l'orge on passa à l'avoine, et à l'heure qu'il est, vu les mauvaises récoltes et l'abolition du traité de réciprocité, on n'a plus en réalité que le produit de nos forêts sur lequel on puisse compter pour combler le vide creusé dans la fortune publique par un excédant démesuré des importations sur les exportations. Cet excédant n'est pas toujours fatal, mais il l'est pour nous, ainsi que nous l'établirons plus tard. Le Bas-Canada n'est plus qu'un débouché pour les manufacturiers anglais et un comptoir pour les importateurs et les prêteurs d'argent, qui continueront de s'enrichir tant que le commerce ne sera pas complètement ruiné et qu'il restera des terres à hypothéquer.

Les conséquences de cet état de choses sont faciles à constater; les cultivateurs s'endettent, les marchands font banqueroute, les professions s'appauvrissent, et une partie considérable de la population s'en va aux Etats-Unis.

Il n'y a pas de doute que la bonne culture, la colonisation de nos terres incultes et les efforts du gouvernement pour construire des chemins de fer, peuvent produire une heureuse réaction et remédier en partie à cette malheureuse situation. Mais sans l'industrie pour féconder ce mouvement patriotique et ces grandes entreprises, on n'obtiendra pas des résultats durables et sérieux.

C'est en vain que l'on cherchera la prospérité du Bas-Canada en dehors des voies que la nature lui a tracées. C'est en vain que l'on travaillera à établir l'équilibre entre ses importations et ses exportations seulement par la multiplication des produits de la terre.

Il y a des spécialités pour les peuples comme pour les

individus; aux uns comme aux autres la Providence donne des facultés particulières et des moyens de progrès et de prospérité qu'ils ne peuvent négliger impunément.

Le Bas-Canada est fait pour être manufacturier et non pas *uniquement* agricole, son climat, ses pouvoirs d'eau, ses productions et ses richesses minières, tout l'indique et l'établit clairement.

Il nous servira de rien d'étendre sans cesse les limites de la Puissance et de la couvrir de chemins de fer, si on ne donne pas aux provinces qui la composent le moyen de se suffire à elles-mêmes par l'exploitation des ressources spéciales que chacune d'elles possède et si on ne donne pas à leur population le travail qu'elle continuera d'aller chercher ailleurs. Car ce ne sont pas des terres que veulent ceux qui émigrent, c'est l'industrie, les manufactures qui les attirent.

La culture ne peut suffire, dans un pays où l'on a six mois d'hiver, à une population qui croît si rapidement; la production ne peut répondre à une si grande consommation.

Si l'Angleterre et les peuples qui composent la Confédération sont sérieux dans leur projet de former ici une nation indépendante, il faut qu'ils comprennent la nécessité de développer les ressources particulières de chaque province; à moins que ce ne soit une association religieuse faite dans un but de pénitence et de pauvreté. Si on étend toujours les extrémités de cette grande puissance sans en renforcer le milieu, le centre, on peut prévoir facilement ce qui arrivera. Si les autres Provinces vont chercher en Angleterre et aux Etats-Unis ce que le Bas-Canada pourrait leur fournir, la Confédération devient alors pour nous une cause de faiblesse, une chose ridicule même. Que nous fassions des sacrifices pour former une nation indépendante, nous comprenons cela, mais que pour réaliser ce grand projet, nous soyons obligés de laisser le sol de nos pères victimes de l'imprévoyance et de l'égoïsme et que nous consentions à être les esclaves des autres provinces pendant que nous devrions être leurs maîtres ou leurs égaux, au moins, jamais!

Mais nous aurons beau nous lamenter sur notre sort, exhaler nos plaintes dans des accents touchants, nous ne sauverons l'avenir du Bas-Canada que par l'industrie; et nous n'arriverons à ce résultat que par une vaste association de tous les hommes d'affaires. N'ayant pas le temps de commenter cette partie de notre thèse, nous dirons simplement que cette association aura pour effet:

1o. De faire connaître nos richesses et nos ressources et les moyens de les exploiter et de créer l'esprit public qui nous manque, et de raviver la confiance en notre avenir.

2o. De former dans le commerce et l'industrie des hommes qui deviennent de plus en plus indispensables à la bonne conduite des affaires publiques.

3o. D'exercer sur les hommes politiques et les gouvernements une influence efficace en faisant mouvoir les ressorts d'une organisation qui se composerait des éléments les plus puissants de la société canadienne.

4o. D'empêcher que les intérêts du Bas-Canada soient sacrifiés à ceux des autres provinces et que le développement de nos ressources soit négligé d'une manière funeste à notre avenir et à la prospérité de toute la Puissance.

7o. De créer, par les connaissances qu'elle répandrait sur nos ressources et par l'aide qu'elle pourrait donner et

les tarifs qu'elle ferait établir, des associations ou sociétés qui fonderaient des manufactures et exploiteraient nos richesses minières.

8o. D'amener l'établissement d'un système d'éducation en rapport avec nos besoins et nos ressources.

9o. De montrer que nous ne sommes pas un peuple dégénéré, sans force, sans vitalité et sans intelligence, destiné à être le jouet et la risée des autres peuples de l'Amérique.

UN PREMIER PAS.

L'idée marche: elle marche parce qu'elle répond aux besoins et aux aspirations du pays, parce qu'il y a plus de patriotisme qu'on ne pensait dans notre population. Malheureusement, un trop grand nombre de nos concitoyens, à qui l'intelligence ne manque pas, passent leur temps à déplorer chez les autres l'apathie et l'indifférence qui les rend eux-mêmes inutiles. Le devoir d'un homme qui aime son pays n'est pas de dénigrer sans cesse ses compatriotes, et de crier sur tous les toits qu'il est inutile de chercher à les tirer de leur torpeur, mais de travailler à les surexciter par des idées pratiques et des sentiments patriotiques. Le mérite des grands hommes n'est pas de faire comme les autres, mais de faire mieux, de donner l'exemple du dévouement, du travail et du patriotisme. Il ne suffit pas, pour remplir les vues de la providence et être utile à la société, d'acquiescer quelques milliers de louis et de fonder une famille. Il faut répondre à ces nobles aspirations et à cette louable ambition qui poussent les âmes bien nées à élargir le but de leurs efforts et le cercle de leur action. Les nations où prévaut le principe qu'on doit s'enrichir en enrichissant les autres, et multiplier la fortune par l'activité, correspondent autant à la loi chrétienne qu'à la loi naturelle.

Ceux qui ont entrepris de fonder la société d'industrie et de commerce du Bas-Canada comprennent cela.

Ils se sont réunis, mardi dernier, et ont formé un comité chargé de convoquer une grande assemblée où l'on jettera les bases de la plus belle organisation qui ait jamais existé dans le Bas-Canada. Les idées que nous avons entendu exprimer, mardi, par quelques marchands et hommes d'affaires, nous ont fait comprendre davantage la grandeur et l'efficacité des résultats que produirait une pareille organisation.

L. O. DAVID.

ELECTIONS—PROGRAMMES.

Les *writs* pour les élections sont sortis le 29, lundi dernier. Ainsi, on est en pleine lutte; les candidats ont enfourché leur Pégase politique et chevauchent par monts et par vaux. C'est le cas de dire "beaucoup d'appelés mais peu d'élus." Il y en aura toujours trop d'élus, s'ils ne méritent pas de l'être.

M. l'échevin David sera évidemment du nombre des heureux mortels à qui la providence accorde le rare bienfait d'une élection par acclamation. Nous devons dire que M. David sera un des partisans les plus zélés du programme industriel, et l'un des membres les plus actifs de la société qui s'organise. Nous appelons l'attention de la division Est de Montréal sur cette perspective.

M. Rodden et M. Cassidy vont se faire la guerre dans la division Ouest; la lutte sera vive et acharnée. M. Rodden aura de son côté les grandes et riches influences, et M. Cassidy aura l'élément populaire.